

Veille Coronavirus du SER de Londres Semaine du 22 au 28 octobre 2020

1. Evolution épidémiologique

Au 27 octobre à 16 heures, 917 575 tests se sont révélés positifs, dont 22 885 lors des dernières 24 heures.

45 365 des personnes (+ 367 le 27 octobre) qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées dans les 28 jours suivants le test.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

Le Chancelier a, à nouveau, étendu les dispositifs de soutien pour les entreprises et les ménages lors d'une intervention devant le parlement le 22 octobre.

- **Le dispositif de chômage partiel (*Job Support Scheme* ou JSS) a été modifié afin que les employeurs ne contribuent plus à la rémunération des salariés qu'au titre de 5 % des heures chômées. Dorénavant, le dispositif s'applique à tous les employés travaillant au minimum 20 % de leurs heures habituelles. Les heures travaillées ainsi que 5 % des heures chômées sont rémunérées par l'employeur (à due concurrence de 125£/mois), le gouvernement prenant à sa charge 62 % des heures chômées jusqu'à 1 541,75 £ par mois. Le salarié continuera à assumer une perte de rémunération correspondant à 1/3 des heures chômées.** Les contributions sociales (NICSS) et les cotisations retraite restent à la charge des employeurs.
- **Les aides aux travailleurs indépendants ont été augmentées. Le gouvernement subventionnera 40 % des profits moyens annuels des travailleurs indépendants** (contre 20 % annoncés initialement), à hauteur maximale de 3 750 £ tous les trois mois. Le premier déboursement couvrira la période de novembre à janvier, et le second février à avril avec une révision possible des conditions de calcul et d'octroi.
- **Enfin, le gouvernement a annoncé de nouvelles subventions pour les entreprises en zone de risque élevé (« Tier 2 »).** En supplément des subventions aux entreprises en zone de risque très élevé (« Tier 3 ») légalement forcées d'arrêter leur activité, le gouvernement prévoit dorénavant des crédits supplémentaires pour que les autorités locales placées en Tier 2 les distribuent aux entreprises sérieusement affectées par la situation sanitaire et ses répercussions en termes d'activité. Le montant de l'enveloppe sera calculé sur la base du nombre d'entreprises du secteur de l'hospitalité dans le ressort géographique donné. **Les subventions seront attribuées à la discrétion de l'autorité locale pour un montant maximum de 2100£ par mois en fonction de la valeur foncière du local commercial.** Les entreprises en *Tier 3* continueront par ailleurs de bénéficier de subventions jusqu'à 3 000 £ par mois.

3. Impact économique et financier

Les ventes au détail ont augmenté de 1,5 % en septembre en glissement mensuel – Ce cinquième mois de croissance consécutif a surpris les économistes, le consensus s'attendant à une hausse de seulement 0,2 %. Les biens ménagers continuent d'être le moteur principal de croissance des ventes au détail, à + 11 % en septembre. La proportion de vente en ligne reste haute, à 27,5 % en septembre soit 7 points de plus qu'en février. D'ici la fin de l'année, les ménages devraient continuer de dépenser une part plus importante de leurs revenus en biens plutôt qu'en services en raison de la trajectoire de la pandémie. En revanche, leurs revenus devraient se contraindre, avec des dispositifs de soutien moins avantageux qu'auparavant, et l'épargne de précaution pourraient continuer d'augmenter, comme l'indique la baisse de l'indice de confiance des ménages de GfK, à -31 en octobre contre -26 en septembre.

Le déficit public continue d'augmenter à des niveaux historiques – L'emprunt net du gouvernement britannique s'est établi à 36,1 Md£ en septembre, portant le total sur les six premiers mois de l'année budgétaire à 208,5 Md£ (soit 10,6 % de PIB). Les recettes du gouvernement étaient inférieures de 21 %

à l'année dernière sur la période d'avril à septembre, en raison notamment du dispositif de report de paiement de la TVA. La dette du gouvernement s'est établie à 103,5 % du PIB en septembre, son plus haut niveau depuis 1960. Les finances publiques devraient continuer de se dégrader alors que le Chancelier a annoncé le 22 octobre un renforcement des mesures de soutien annoncées lors du *Winter Economy Plan*. En raison de la forte incertitude pesant sur la trajectoire des finances publiques, la programmation des dépenses (*Spending Review*), qui doit être présentée mi-novembre, ne portera que sur l'année budgétaire 2021-22.

Tableau des recours aux dispositifs du gouvernement :

Allocations sociales	
Universal Credit (allocations sociales)	Plus de 2,5 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 23 juin
Chômage partiel	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	9,6 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 18 octobre pour un coût de 41,4 Md£. Plus de 1,2 million entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	Pour la 1ère phase (demandes de mai à juin), 2,7 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 7,8 Md£. Pour la 2ème phase (août à octobre), 2,3 millions de personnes ont demandé des subventions au 18 octobre pour un montant de 5,9 Md£.
Prêts garantis par le gouvernement	
CCFF	15,24 Md£ au 21 octobre.
CBILS	17,16 Md£ accordés au 18 octobre à plus de 73 000 entreprises.
CLBILS	4,57 Md£ accordés au 18 octobre à 623 entreprises
Bounce Back Loans	40,20 Md£ accordés à plus d'1,3 million d'entreprises au 18 octobre
Future Fund	770 M£ de prêts accordés à 745 entreprises au 18 octobre

4. [Analyse sectorielle / entreprises](#)

Les banques envisageraient d'avoir recours à des agents de recouvrement dans le cadre de leurs prêts covid aux PME – L'association professionnelle UK Finance a lancé des discussions afin de créer un dispositif centralisé qui gérerait les défauts sur les *Bounce Back Loans* (BBL, prêts garantis par le gouvernement aux petites entreprises). Elle aurait entre autres contacté l'agence Arrow Global afin de savoir s'ils avaient la capacité de prendre part à ce dispositif. Les banques ont prêté près de 40 Md£ à plus de 1,3 millions d'entreprises *via* les BBL. Bien que ces prêts soient garantis à 100 % par le gouvernement, les banques devront fournir la preuve qu'ils ont fourni suffisamment d'effort pour recouvrer les prêts avant de pouvoir demander la garantie.

La NFU tente de trouver une alternative à la quarantaine pour les travailleurs saisonniers dans la volaille afin de soulager les éleveurs - Le principal syndicat agricole est actuellement en discussion avec le DEFRA (*Department of Rural Affairs*) dans l'optique de trouver une alternative aux mesures d'isolement imposées à l'entrée du territoire britannique pour les travailleurs saisonniers. Les producteurs de volailles (de dinde notamment) dépendent fortement de la main d'œuvre européenne pour préparer la saison de Noël. Le syndicat s'est dit conscient des enjeux sanitaires, et collecte actuellement les informations des entreprises concernées afin d'établir une stratégie appropriée, et afin de montrer au gouvernement que son intervention est requise pour assurer la viabilité de ces exploitations. Jusqu'alors, les travailleurs saisonniers dans l'horticulture bénéficient d'un ajustement de la quatorzaine : ils doivent s'isoler sur leur lieu de travail (et y résider), tout en respectant les mesures de distanciation sociales et en évitant les contacts avec des personnes extérieures à l'exploitation.

Dans le contexte de crise sanitaire, quatre compagnies de ferry britanniques ont signé un contrat avec le gouvernement pour le transport de fret post-Brexit - Les compagnies Brittany Ferries, DFDS, P&O Ferries et Stena Line assureront l’approvisionnement du Royaume-Uni en médicaments et autres biens de première nécessité pendant 6 mois à compter de la fin de la période de transition. Le contrat, d’une valeur de 77,6 M£, vise à sécuriser l’approvisionnement quelle que soit l’issue des négociations avec l’Union européenne et les conséquences des mesures sanitaires sur le transport des passagers.